

L'armée russe et le projet géopolitique de Moscou



Par **Isabelle Facon**
Chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique
Maître de conférences à l'École polytechnique

À n'en point douter, dans les prochaines années, si la Russie ne peut ni ne veut projeter ses forces très loin de ses frontières, elle n'hésitera pas à assurer une présence militaire même minimale (comme en Méditerranée ces dernières années) ou à organiser des exercices dès lors qu'elle considèrera que cela peut contribuer à asseoir son statut de puissance redevenue incontournable sur les grands enjeux de sécurité contemporains. En attendant de pouvoir faire davantage...

Pour Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, la restauration de la crédibilité des forces armées nationales constitue un élément indissociable de la réaffirmation du pays sur la scène mondiale. Il s'en était d'ailleurs ouvert dans un article publié lors de la campagne présidentielle de 2012 : « Il est évident que nous ne pourrions renforcer nos positions internationales, développer l'économie, les institutions démocratiques si nous ne sommes en mesure de défendre la Russie. (...) La Russie (...) ne peut s'en remettre aux seuls moyens diplomatiques et économiques pour mettre fin aux différends et résoudre les conflits. (...) Les forces armées, les services spéciaux et les autres structures de force doivent être préparées à une réaction rapide et efficace aux nouveaux défis. C'est la condition incontournable pour que la Russie se sente en sécurité et pour que les arguments de notre pays soient pris en compte par ses partenaires dans différents cadres internationaux¹ ».

Gage de sécurité et soutien aux positions diplomatiques du pays, l'appareil militaire russe connaît depuis une dizaine d'années une situation bien différente du sort qui fut le sien dans la première décennie post-soviétique, quand la volonté politique et les moyens financiers faisaient cruellement défaut, compromettant tout projet de réforme d'une armée dépassée et paupérisée. Soumise, depuis 2008, à une profonde restructuration, l'armée bénéficie depuis le milieu des années 2000 d'un accroissement régulier de son budget. Son équipement est censé faire l'objet d'un renouvellement massif, avec un investissement prévu à hauteur de plus de 600 milliards de dollars entre 2011 et 2020.

Dans le même temps, en 2013, l'institution militaire (comme l'industrie de défense) n'est pas encore sortie de l'effet de traîne des tourments des années 1990. La capacité de défense demeurant dégradée et les autres

grands chantiers nationaux lui interdisant de lui consacrer davantage de moyens, la Russie est contrainte de définir des ordres de priorité dans un environnement international qu'elle juge préoccupant.

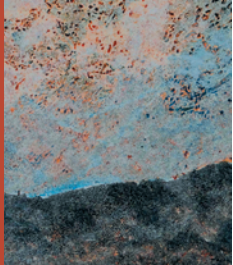
Des forces plus mobiles et plus réactives pour l'interne et le voisinage

Les orientations de la réforme militaire depuis 2008 donnent des indications sur les priorités de l'état-major, privilégiant les conflits locaux, perçus comme le risque auquel l'armée devrait être le plus sûrement confrontée dans l'avenir prévisible. Évoquant les « nouvelles guerres régionales et locales », V. Poutine sous-entend que la Russie devait se préparer à y faire face car, dit-il, « des zones d'instabilité et de chaos artificiellement attisé, télécommandé apparaissent. On observe des tentatives délibérées de provoquer de tels conflits dans la proximité immédiate des frontières de la Russie et de nos alliés² ». Si l'armée russe, lors de la guerre en Géorgie, a permis au Kremlin d'atteindre ses objectifs politiques, elle n'a pas gagné la bataille de l'image, ce conflit ayant manifesté son inadaptation et ses carences dans un conflit limité, ce qui a justifié le lancement de la réforme. L'ancien système de mobilisation de masse est mis à bas, les divisions disparaissent pratiquement – la brigade devenant l'unité de base du dispositif militaire. L'entraînement, désormais beaucoup plus dense et régulier, mise sur la mobilité et la coordination interarmées. Une décentralisation de la chaîne de commandement est également à l'ordre du jour.

Cela cadre avec un projet diplomatique prioritaire de V. Poutine – le renforcement de l'emprise de son pays sur les pays de l'ex-URSS. Dans ce cadre, Moscou met en avant, entre autres choses, son ambition

1 - Vladimir Poutine : « Être forts : les garanties de la sécurité nationale pour la Russie » *Le Journal Russe* 17 février 2012.

2 - *Ibid.*



Géopolitique, Défense et Stratégie

de constituer des capacités pour s'investir dans la gestion des crises et conflits dans son voisinage, ce qui vise à y renforcer la crédibilité de la Russie comme première puissance régionale. En outre, alors que les autorités russes sont contraintes de rationaliser la dépense de défense, l'outil militaire en construction est également conforme, sur le papier, à d'autres besoins sécuritaires perçus comme aigus : les risques irrédentistes sur le territoire de la Russie, en particulier le Caucase du Nord, théâtre sur lequel le gouvernement russe n'exclut pas d'avoir un jour à engager ses forces militaires.

Le nucléaire comme garantie ultime face aux « grands adversaires »

Les autres préoccupations de sécurité, ne serait-ce que parce qu'elles apparaissent nettement plus lointaines sur l'échelle des probabilités, sont renvoyées à l'ultime assurance pour la Russie : les armes nucléaires. C'est le cas pour le risque Otan. Vu de Moscou, si une crise en Asie centrale constitue un des scénarios les plus probables pour les prochaines années, elle ne menacerait cependant pas les intérêts vitaux de la Russie, contrairement à un conflit avec l'Otan, que les stratèges russes estiment devoir prendre en considération, aussi hypothétique puisse-t-il sembler. Les craintes sur d'éventuels appétits territoriaux de la Chine vis-à-vis de l'Extrême-Orient russe entrent également en ligne de compte. V. Poutine s'est voulu clair sur l'importance de l'arme nucléaire : « Nous ne devons tenter personne par notre faiblesse. C'est précisément pour cela qu'en aucune circonstance nous ne renoncerons au potentiel de dissuasion stratégique et que nous le renforcerons. C'est justement ce potentiel qui nous a aidés à préserver la souveraineté de l'État dans la période extrêmement complexe des années 1990, quand, pour le dire franchement, nous n'avions d'autres arguments matériels de poids³ ».

V. Poutine relève les limites du nucléaire, dont il évoque d'ailleurs la possible « mise en obsolescence » future, qui découlerait de sauts technologiques en matière d'armement. Mais il sait qu'en termes de stature internationale, ce potentiel constitue l'un des éléments

qui permettent à la Russie, en dépit des failles de son appareil de puissance, de peser d'un poids relativement fort dans les affaires internationales et de revendiquer une responsabilité particulière dans la sécurité mondiale. Il s'agit également d'un des rares domaines où sa puissance est équivalente à celle des États-Unis, dont Moscou escompte toujours qu'ils la traitent sur un pied d'égalité, mais aussi où l'avance russe face à la Chine est indiscutable – un atout précieux à l'heure où la Russie ne peut que constater le renversement progressif du rapport de forces avec ce pays.

La présence militaire russe à l'international

Assez logiquement, les déploiements de l'armée russe en dehors des frontières nationales, assez limités, sont concentrés dans l'espace ex-soviétique. En dehors de ces bases (dont la plupart relèvent de la contribution russe à l'Organisation du Traité de sécurité collective) et autres droits d'accès à des installations militaires, la Russie ne dispose plus guère, dans « l'étranger lointain », que de son point d'appui logistique de Tartous, en Syrie. Le reste relève plutôt de la spéculation : possibilité d'un renforcement du dispositif en Syrie, souhait de la Russie de revenir à Cam Rahn Bay (base au Vietnam que l'armée russe a quittée en 2002), ou sur l'ouverture de bases ou de points d'appui au Yémen, en Libye... Les programmes ambitieux concernant le développement d'une force navale océanique semble s'ancrer dans un terme long (notamment porte-avions)...

Pour le reste, la présence militaire russe se réalise au cas par cas, de façon très sélective – la Russie s'engageant lorsqu'elle suppose que cela peut lui valoir quelque bénéfice politique et sécuritaire. Il en va ainsi de sa participation, depuis 2008, aux opérations anti-piraterie dans le golfe d'Aden, et de quelques contributions limitées mais remarquées, comme son engagement auprès de l'Union européenne au Tchad. Elle participe du reste assez peu aux missions de l'Onu. ■

3 - *Ibid.*